ARTHUR
DELAPORTE
SARAH
KERRICH

Pour un socialisme joyeux

Fondation Jean Jaurès

l'aube

Pour un socialisme joyeux

Publication dirigée
par Laurent Cohen et Jérémie Peltier

© Fondation Jean-Jaurès éditions
et éditions de l'Aube, 2023

ISBN 978-2-8159-5487-7

Arthur Delaporte
Sarah Kerrich

Pour un socialisme joyeux

Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube

« À quels peuples convient-il mieux
de s'assembler souvent et de former entre eux
les doux liens du plaisir et de la joie, qu'à ceux
qui ont tant de raisons de s'aimer
et de rester à jamais unis ? »
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, *Lettre à d'Alembert*

« Je m'en voudrais de terminer sur une note
triste. Les militants ont, en ces jours,
une terrible responsabilité. [...] Mais aucune
crainte n'efface la joie de voir ceux qui
toujours, par définition, courbent la tête,
la redresser. Ils n'ont pas, quoi qu'on suppose
du dehors, des espérances illimitées. [...]
Mais ce qui est illimité, c'est le bonheur
présent. Ils se sont enfin affirmés.
Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres
qu'ils existent. »
SIMONE WEIL, *La Condition ouvrière*[1]

1. Simone Weil, *La Condition ouvrière,* Paris, Gallimard, 1968, pp. 230-231.

Arthur Delaporte
est député du Calvados depuis 2022, porte-parole du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale. Agrégé d'histoire, il a notamment effectué des travaux de recherche sur l'histoire et les recompositions du Parti socialiste. Il est également secrétaire national du Parti socialiste en charge du travail.

Sarah Kerrich
est avocate au barreau de Lille et conseillère régionale des Hauts-de-France depuis 2021. Première secrétaire fédérale de la fédération du Nord du Parti socialiste, elle est également membre de la direction nationale du Parti socialiste chargée de la lutte contre l'extrême droite.

Introduction

Elles et ils sont souriants, déterminés, militants et tassés, scandant en boucle « Pas de retraités, sur une planète brûlée ». Une foule bigarrée, jeune et moins jeune, s'est agglutinée. Elle avance dans un rythme entraînant derrière la camionnette d'Alternatiba, sur laquelle on mixe cette phrase entêtante ce 24 mars 2023. Il y a de la gravité et de la joie de vivre. Les militants socialistes aux alentours, les plus jeunes notamment, se regardent interloqués : et si on s'élançait avec eux pour porter notre cause en dansant ? Le message en cette journée historique de mobilisation contre l'injuste réforme des retraites est limpide et plus marquant que lors des traditionnels défilés.

L'engagement et la conscience politique connaissent incontestablement une dynamique chez les nouvelles générations s'éveillant à la citoyenneté, celles-là mêmes qu'on dit très souvent désabusées ou repliées sur elles-mêmes. Mouvement climat, mobilisations féministes, antiracistes ou manifestations historiques contre la réforme des retraites… L'une des

nouveautés des derniers mois est aussi l'engagement de certains de ceux qui parlent avec un mégaphone puissant à la jeunesse, certains des plus gros influenceurs sur les réseaux sociaux, qui incarnaient une forme d'expression de la recherche du bonheur privé. Ils se sont risqués, pour certains comme Seb la Frite ou Enjoy Phoenix, à prendre des positions publiques hostiles à la réforme. La diffusion de plus en plus importante des *livetwitch* de l'Assemblée nationale – commentaires en direct, où les débats sont, par exemple, décryptés comme un match de foot par Jean Massiet, notamment – et plus largement l'intérêt pour l'actualité de nombreux jeunes désireux de s'engager montrent qu'il y a un espace pour une politique sérieuse, mais plus décontractée. Pourtant, l'engagement au sein des partis politiques ne cesse de faiblir, le Parti socialiste ne fait pas exception, même si son organisation de jeunesse, qui avait presque disparu après la défaite de 2017, renaît aujourd'hui de ses cendres et attire de nouveau. La perspective d'une organisation de masse est encore lointaine. A-t-elle seulement existé ?

« Ce qui m'a surpris en arrivant, c'est le niveau de détestation qui règne dans ce parti. » Cette phrase, combien l'ont entendue ? Elle pourrait s'appliquer dans de nombreuses organisations politiques tant la haine et la mésentente sont le lot commun des espaces de pouvoir, où les enjeux de positionnement individuel et de

carrière sont entremêlés avec les entreprises collectives et un système de valeur. Elle s'applique bien entendu au Parti socialiste. Depuis au moins le congrès de Rennes du Parti socialiste en 1990, où les héritiers de François Mitterrand s'étaient déchirés en public, les « éléphants » se donnaient en spectacle sans qu'on ne sache jamais trop, lorsqu'on est un observateur curieux mais un peu distant, ce qui pouvait bien les distinguer. Ces petites haines, ces aigreurs qui pourrissent au quotidien le climat d'un parti, au niveau local comme national, sont monnaie courante, si bien qu'un acteur pris dans le jeu pourrait s'y habituer, considérer qu'il est normal de jouer des muscles, de brutaliser des « camarades » quand ils ne sont pas – totalement – sur les positions attendues.

Ces derniers mois, alors que le Parti socialiste se remettait à peine de la crise qu'il traverse et dont 2017 a été l'acmé tant l'ampleur de la défaite était inattendue, les petites amabilités entre camarades ont refait surface. Le récent congrès du Parti socialiste à Marseille en janvier 2023 a donné lieu à une série de déchirements en place publique qui avaient pourtant ces dernières années un peu disparu[1].

1. Peut-être parce que le Parti socialiste apparaissait tellement démonétisé qu'il fallait s'en distancier, alors que, avec le réancrage du Parti socialiste à gauche et la nouvelle coalition de la Nupes, il y a de nouveau matière à espérer.

Faut-il se résoudre à ce niveau de violence entre camarades et néanmoins amis, ou du moins entre militants convaincus par la nécessité de défendre un projet de société commun ? Si la politique implique une conflictualité, parce que « les partis sont des champs de luttes et de forces pour la définition légitime de ce qu'ils doivent être et l'appropriation du capital collectif[1] », la haine en son sein n'est pas une fatalité. Les sections locales ou le bureau national – l'instance de direction du Parti socialiste – pourraient-ils devenir des lieux où l'on a plaisir à être ensemble, où l'on ne se rend pas à reculons ou, comme au spectacle, prêt seulement à dégainer les pop-corn pour observer avec une distance amusée mâtinée de dépit des joutes oratoires dignes des plus grands westerns ?

La position que nous prônons, à contrepied des discours qui font du « malheur militant[2] », pour reprendre l'expression d'un ouvrage récent de sociologie politique, un passage obligé de tout engagé en politique et en particulier au Parti socialiste, est celle d'un retour aux sources de l'engagement pour essayer de trouver dans le militantisme un moteur positif.

1. Rémi Lefebvre, « Souffrir mais tenir, militer à la gauche du Parti socialiste », dans Olivier Fillieule, Catherine Leclercq et Rémi Lefebvre (dir.), *Le Malheur militant*, Paris, Deboeck supérieur, 2022.
2. Olivier Fillieule, Catherine Leclercq et Rémi Lefebvre, *Le Malheur militant*, *op. cit.*, 2022.

Pour cela, nous définirons aussi la joie comme un projet politique en soi.

C'est tout le pari du socialisme joyeux que nous défendons : la joie est d'abord une joie de militer. Mais n'était-ce pas Daniel Mayer, reconstructeur du socialisme aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, qui écrivait en 1976 un ouvrage sur le droit international intitulé *Le Socialisme, le droit de l'homme au bonheur*[1] ? Il nous semble ici qu'il est également temps d'écrire un nouveau chapitre sur le socialisme – la nécessité d'un rapport joyeux au réel et surtout aux autres. En somme, le socialisme joyeux fait du parti un cadre à l'engagement, qui permet aussi aux militants de se projeter plus sereinement dans l'espace social, comme les porteurs d'un projet alternatif qui apporte de la joie collective, à laquelle toutes et tous ont droit. Plus large et ambitieuse que le droit au bonheur individuel, qui est partie intégrante de son projet, la joie partagée est la manifestation de la force propulsive du socialisme comme une émancipation des individus qui passe aussi par le collectif.

L'indignation est seulement un point de départ

Au commencement de l'engagement était l'indignation. L'indignation face aux injustices. Le refus des politiques de la droite libérale.

1. Daniel Mayer, *Le Socialisme, le droit de l'homme au bonheur*, Paris, Flammarion, 1976.

La volonté de s'engager contre l'extrême droite qui connaît une poussée électorale dont on refuse le caractère inexorable. La parution en 2010 du best-seller éponyme de Stéphane Hessel *Indignez-vous*, vendu à plus de 4 millions d'exemplaires, immédiatement propulsé au rang d'icône, a contribué à relégitimer l'indignation comme un moteur de l'action, politique en particulier. Cette perspective de l'indignation s'inscrit dans une « politique du ressentiment », selon Wendy Brown, intrinsèquement produite par le libéralisme qui « contient depuis son avènement une incitation généralisée à ce que Nietzsche nomme ressentiment, la vengeance moralisante de l'impuissant, le triomphe du faible en tant que faible[1] ».

L'engagement du même Stéphane Hessel, alors âgé de quatre-vingt-seize ans, dans le congrès du Parti socialiste de 2012, soutien d'une motion ayant réalisé près de 12 %, a par ailleurs réveillé des enthousiasmes, tout en rappelant que la tradition contestataire était l'un des vecteurs historiques du socialisme. La révolte, ou le refus de « l'ordre établi », n'était-elle pas une des conditions énoncées par François Mitterrand en 1971 pour prétendre rejoindre les rangs de l'organisation socialiste ?

1. Wendy Brown, « Attachements blessés », dans Wendy Brown, *Politiques du stigmate, Pouvoir et liberté dans la modernité avancée*, Paris, Presses universitaires de France, 2016, pp. 73-102.

« Peuple parisien qui t'émeut aux grandes injustices, peuple ouvrier des faubourgs… », tels étaient les mots de Jaurès au lendemain de l'exécution de l'anarchiste espagnol Ferrer[1]. L'indignation contre les petites ou les grandes injustices, une capacité à se mobiliser pour refuser la répression, les libertés maltraitées ou le malheur d'autrui. L'indignation comme symbole de la prise de conscience par les masses des inégalités dans un monde dont les injustices sont ressenties pour et par l'ensemble de la collectivité. L'indignation comme le terreau du passage de l'individuel au collectif.

Cette indignation, ce n'est pas la pure colère destructrice, c'est le refus conscient des pratiques ou situations contraires à l'horizon souhaitable des choses. Cette indignation, plurielle, est celle qui nous a fait franchir un jour de mars le cap. Celui de rejoindre une organisation politique centenaire. Elle ne peut cependant constituer notre seul horizon.

Face à « l'indignation facile » de la gauche qu'Emmanuel Macron dénonçait lors de sa campagne présidentielle de 2022, le « en même temps » se présentait de manière très schématique comme une forme de pondération raisonnable. Le chemin pour trouver un

1. Jean Jaurès, « Le mauvais coup », *L'Humanité*, 14 octobre 1909, cité par Gilles Candar dans « Jaurès et la foule », *Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 28, n° 1, 2010, pp. 83-99.

équilibre bien sage guidé par la science, la technique, le bon sens technocratique et libéral. L'une des intentions, par conséquent, était de dépassionner le débat politique en niant l'existence des choix faits par les dirigeants quand des alternatives existent toujours, et donc à désidéologiser la politique. Une des phrases préférées de certains qui gouvernent à l'échelle nationale ou locale, le plus souvent à droite, pour tenter de déminer une hostilité – ou de justifier une opposition sans froisser –, est de qualifier la décision ou le comportement en disant qu'il n'est « pas politique », comme si la politique devait être mise à distance car malfaisante. Cette pseudo-désidéologisation, faux-nez pour mener une politique libérale classique, est aujourd'hui le mal qui a déstabilisé l'ensemble de notre vie politique.

L'une des erreurs qui a alors été faite par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir avant Emmanuel Macron a sans doute été de prétendre gouverner en réponse par la raison et le sérieux en masquant parfois le caractère intrinsèquement politique de tout choix. Le maintien de l'opposition gauche-droite contribuait néanmoins à politiser de façon incidente l'action du gouvernement. Lors de la campagne présidentielle de 2017, le choix des mots n'était pas anodin : le « en même temps » apparaissait logiquement, à la suite de cela, comme la tentative de concilier et donc en définitive de nier les antagonismes ou les

inégalités qui sont constitutives de la lutte politique. Les rejeter, prétendre par la modération du bon sens régir l'ensemble du corps social, refuser d'admettre que les choix des gouvernants sont révélateurs d'une orientation politique reviennent, en définitive, à alimenter le sentiment de défiance à l'égard du politique. Face à ce discours anesthésiant du macronisme, la reconstruction d'un discours alternatif ne peut se contenter de la politique du ressentiment. Pour porter un projet positif, qui se distingue finalement de l'indignation négative propre à l'extrême droite, nous proposons une politique de la joie comme un moteur essentiel et souvent trop oublié, même pour ceux qui ont conscience de la nécessité de dépasser le stade de l'indignation face au prétendu réalisme, qui est le prête-nom de la passivité.

Le retour des émotions

Si l'on considère la nécessité de l'indignation face aux injustices comme le moteur de l'action politique – à gauche –, force est de constater que la revalorisation de ce sentiment dans le cadre de l'action politique s'inscrit dans un mouvement général de retour des émotions en politique. La colère, dirigée contre les étrangers rendus coupables des maux de la nation, est le terreau de l'extrême droite. La colère ou l'humour, dirigés contre l'élite par le peuple, alimentent le populisme de gauche théorisé par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe.

Il y aurait donc un retour en grâce des émotions sur la scène politique, légitimées par certains stratèges politiques ou à l'inverse décriées par d'autres qui voient dans l'émotion un détournement de la raison, une agitation coupable, car infructueuse ou dangereuse, qui éloignerait de l'action et constituerait aussi un détournement de l'éthique politique qui suppose la dialectique et l'échange des arguments plutôt que la manipulation des sentiments.

Pour autant, si les émotions sont de nouveau l'objet de l'attention des acteurs politiques – et des chercheurs en science politique –, elles n'avaient pas disparu des facteurs suscitant l'engagement ou le vote. C'est d'ailleurs ce que montre Christian Le Bart. Alors qu'il souligne que « le leader républicain devait incarner une modernité plus rationnelle que passionnelle[1] », force est de constater que le discours politique n'a jamais abandonné la mobilisation des émotions.

Si l'on considère que l'indignation est le facteur voire l'étincelle de l'engagement, cela ne devrait peut-être pas être son principal carburant. Comment susciter l'adhésion à un projet ? Qu'est-ce qui fait que l'individu dépasse le stade

1. Christian Le Bart, « Les émotions présidentielles sous la Ve République : normes de sang-froid et régulation des émotions collectives », *Lien social et politiques*, n°86, 2021, pp. 38-53.

du soutien moral pour s'engager activement en politique ? C'est notamment dans cette perspective d'une réhabilitation du rôle des émotions politiques que nous proposons un regain de socialisme joyeux pour entretenir la flamme, considérant que l'attitude joyeuse est nécessaire pour à la fois avoir envie de continuer à s'engager, mais aussi comme une forme d'ouverture à l'autre et de bienveillance dans ses rapports aux autres.

Ce positionnement sera critiqué par ceux qui pensent que le militantisme doit être nécessairement sérieux et qui font de ce sérieux quelque chose d'incompatible avec la spontanéité de l'expression joyeuse – l'engagement est au service de causes sérieuses –, mais aussi par ceux qui, à l'inverse, pensent que de l'indignation procède la colère froide face à la dureté des injustices et aux horreurs du monde, seule légitime pour renverser l'ordre établi. Cette vision de l'engagement radical suppose forcément une remise en cause profonde de la société, une violence face à laquelle la joie peut paraître futile : en noyant la colère dans l'eau de rose, elle la neutraliserait.

Pour autant, il est possible d'être joyeux, militant, et sérieux. La joie peut être un vecteur de contestation du monde social. Le philosophe Michaël Fœssel, après avoir regretté une gauche qui mettrait le plaisir à distance, rappelle le pouvoir des émotions « joyeuses, conquises à la marge de la société et qui appellent

sa transformation[1] ». La réhabilitation de la joie comme une force politique fédératrice et positive passe donc par une affirmation : oui, le socialisme joyeux est souhaitable et nécessaire. Et c'est l'objet de cet essai.

Cette joie s'incarne et se traduit de différentes manières : à l'échelle individuelle, en pensant au bien-être militant, à l'échelle des organisations politiques, en réformant les manières de militer et enfin à l'échelle du projet politique pour que la joie soit porteuse de transformations sociales.

Contre la sinistrose ambiante, nous proposons de nous ressourcer dans la tradition de la fête populaire et des manifestations de la joie en politique pour penser les nouvelles formes de la joie militante dans le parti à la rose, et même au-delà.

1. Michaël Fœssel, *Quartier rouge*, Paris, Presses universitaires de France, 2022, p. 223.

1
Contre la sinist(rose) du militant socialiste

Mo(ros)ité, j'écris ton nom

La décennie qui vient de s'achever explique pour beaucoup la sinistrose actuelle qui peut saisir le militant socialiste.

La première raison peut se trouver dans une décennie de défaites qui a succédé au pinacle de 2012. Le Parti socialiste détenait alors à la fois les rênes de l'action locale – avec la majorité des villes, des départements, des régions – et nationale avec le Sénat (le Sénat !) et l'Assemblée nationale. Les déconvenues des soirées électorales ont depuis pu donner à l'engagement une tonalité nostalgique, voire crépusculaire. Élections municipales de 2014, élections départementales et régionales de 2015, élection présidentielle surtout puis législatives de 2017, élections européennes de 2019 où l'élargissement nécessaire était pourtant très contesté en interne… Et enfin, le cycle d'élections locales de 2020-2021 qui n'a pas permis d'inverser la tendance pour finir sur

la catastrophe de l'élection présidentielle de 2022, atténuée fort heureusement par l'heureux accord de la Nouvelle Union populaire et sociale (Nupes) aux législatives de juin.

L'alliance de la Nupes a d'ailleurs permis de retrouver, par endroits, un entrain militant et un plaisir à faire campagne ensemble avec les militants politiques locaux, loin des clivages à gauche qui étaient tant artificialisés par les dirigeants des différents partis, et en particulier les candidats à la présidentielle pour se positionner sur l'espace concurrentiel du marché électoral.

Jusqu'alors, le cycle ininterrompu de défaites, les divisions face à l'exercice du pouvoir entre frondeurs et légitimistes, les scissions (départ des soutiens d'Emmanuel Macron puis de Benoît Hamon) avaient eu raison des ardeurs de beaucoup de militantes et militants. Entre 2012 et 2017, le parti a vu ses effectifs divisés par deux. La « grande masse des sortants silencieux », pour reprendre l'expression de la chercheuse Catherine Leclercq à propos du PCF[1], s'est tout simplement petit à petit retirée du parti. Pas de départs fracassants, à l'exception des quelques scissions médiatiques : la plupart des adhérents disparus ont tout

1. Catherine Leclercq, *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, thèse de doctorat, 2008.

simplement arrêté leur engagement politique, préférant pour la plupart le retour à la sphère privée.

Avec les défaites, l'une des raisons constitutives de l'engagement au sein du Parti socialiste, la prise de pouvoir à travers le jeu démocratique, était donc ébranlée. Supporter ces échecs était une difficulté qui s'ajoutait aux tensions internes à l'organisation du quinquennat de François Hollande liée notamment à l'opposition parfois frontale entre les tenants d'une discipline stricte à l'action gouvernementale et les trublions de la fronde. Pourquoi alors rester embarqué dans ce qui s'apparentait à une spirale infernale de la déprise ? Même si tout acte militant impose une forme de résistance et de combativité, d'autant plus lorsqu'il se fait à gauche parce qu'il implique alors une remise en cause de l'ordre établi, cette force n'est pas éternelle. Il faut pouvoir se sentir utile pour ne pas s'essouffler. Si la force des liens qui unissent les militants qui mènent les mêmes combats a pu un temps limiter les départs, les liens s'érodent souvent petit à petit, insidieusement. Par ailleurs, la perte de bastions socialistes locaux, où les élus – maires, conseillers départementaux… – drainaient des nouveaux militants et aidaient à les faire rester, a contribué à l'affaissement de l'organisation.

Ces défaites furent souvent alourdies par l'absence de perspectives données à l'action militante. Donner du sens passe alors par

l'écriture d'un récit alternatif qui permette de tenir, même en cas de longues périodes de défaites. Ce rebond s'est fait attendre car le Parti socialiste s'était endormi dans la reproduction des discours, des routines. 2022 sera-t-il l'électrochoc qui permettra une remise en cause fondamentale, préalable à tout retour aux responsabilités ? L'accoutumance à l'exercice du pouvoir a entraîné des mécanismes de reproduction des schèmes de perception du monde, de l'électorat… Cette accoutumance est la manifestation d'un mouvement plus profond de notabilisation du Parti socialiste bien mis en évidence par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki[1] : la transformation de ses élites locales, passant des préfigurateurs locaux qu'elles étaient – des visionnaires solidaires du socialisme municipal aux bâtisseurs portant énergiquement les grands projets de transformations urbaines de la fin du XXe siècle – à des gestionnaires de l'ordre établi, maintenant les infrastructures existantes et en créant d'autres sur le même schéma sans renouveler leur logiciel.

Le renoncement contemporain ne se mesure cependant pas simplement au manque d'action ou de projet locaux des socialistes. Ceux-ci agissent, cela va sans dire, lorsqu'ils

1. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes : le Parti socialiste aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

sont élus pour diriger les collectivités, ou dans l'opposition pour contester et organiser la prise du pouvoir lors des échéances électorales suivantes. Les exemples de réussites et d'innovations locales ne manquent pas. Mais cela peine à faire système.

Alors où se situe le renoncement ? L'impression d'une inertie politique persiste, malgré cette présence toujours active des socialistes dans l'action locale, et se traduit par le désaveu des électeurs manifesté dans les défaites électorales depuis 2014.

Cette descente aux enfers de la gauche socialiste française (mais ce n'est pas un cas isolé en Europe) a donc partie liée à l'absence sur la période récente de récit politique structurant. Mais allons plus loin : ce n'est pas seulement un récit qui manque, c'est un récit optimiste et joyeux qui donnerait un sens désirable à l'ensemble des politiques que nous voulons mener. C'était d'ailleurs la tentative – le futur désirable – portée par Benoît Hamon lors de sa campagne présidentielle de 2017. « Faire battre le cœur de la France » : on assistait au retour de l'affect positif dans une campagne politique. Certains l'ont regardé de haut, mais il défendait une intuition salutaire. On ne peut prétendre à gouverner seulement en arguant des chiffres. Il faut un souffle de vie, un espace de projection.

Au nom de qui, au nom de quoi veut-on gouverner ? Les politiques de transformations

urbaines, économiques et sociales sont des leviers pour inscrire l'action politique dans une aventure plus large. De cette aventure-là, nous ne parlons pas assez.

La plupart des discours épuisés du socialisme se raccrochent salutairement aux principes républicains : la liberté comme socle, l'égalité comme boussole, la fraternité comme manière d'agir et d'être ensemble. Mais ces valeurs républicaines et partagées au-delà du cercle des socialistes, principielles et non vectorielles, ne donnent plus le sens de l'action politique. Elles sont d'ailleurs reprises à toutes les sauces par des élus de tous bords. Elles mâtinent avec la dénonciation des injustices d'une teinte rosée les discours ou les actions sans pour autant leur donner une direction.

Les racines de la joie collective pour sortir du bonheur privé

Le mouvement de fond vu précédemment, avec la transformation des élites locales en gestionnaires, a aussi participé à une forme d'enkystement. Qui fait de la politique pour n'avoir comme horizon qu'un agenda qui consistera à enchaîner des réunions de quartiers, assemblées générales associatives, bureaux politiques, avec à chaque fois les mêmes personnes autour de la table et le même langage déployé ? La vie a pu quitter les bancs de l'engagement. Elle s'est nichée dans l'individualisme libéral et hédoniste qui propose une alternative certes

génératrice d'inégalités, mais qui apparaît comme plus joyeuse et légère face à l'ascétisme militant.

Les bonheurs seraient donc devenus privés, les malheurs publics : depuis combien de temps n'a-t-on connu une célébration publique joyeuse, en dehors des fêtes de la Coupe du monde ou des grandes compétitions sportives ? La victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981 était une fête spontanée, une explosion de joie. Le 6 mai 2012, avec François Hollande, l'était aussi, mais de façon plus prudente, moins marquante, atténuée. Les informations, le traitement de l'actualité qui donnent à voir la sphère publique suscitent plutôt l'envie de se réfugier dans la sphère privée.

Y a-t-il un remède à cette mélancolie qui semble s'être emparée de certains socialistes ? Le parti vieillit, il a cent quinze ans, et l'âge médian des adhérents est supérieur à soixante ans. C'est un fait que personne ne conteste, et qui suscite de nombreux discours sur la baisse de l'engagement des jeunes. Pour autant, il ne faut pas être définitif. L'ensemble des organisations partisanes et syndicales historiques sont vieillissantes, les partis de droite n'y font pas défaut. Le renouvellement des générations militantes se produit néanmoins. Les jeunes sont par ailleurs plus optimistes que ce que le discours commun en projette quand ils sont interrogés sur leur avenir. C'est ce que démontre Stewart Chau dans un essai éclairant

à propos des différences émotionnelles entre les catégories de population selon leur âge[1]. Les jeunes de dix-huit à trente-quatre ans se projettent de manière plus positive dans le futur que leurs aînés. Le clivage est important avec l'état d'esprit des 50-64 ans. Sans enjoliver artificiellement le discours politique ni masquer les craintes légitimes quant au temps présent, avoir un discours optimiste est aussi une condition pour susciter l'engagement des plus jeunes dans une aventure collective.

L'engagement public manquerait aussi de débouchés concrets. La conquête des droits, après une longue marche menée par les socialistes, stagne depuis le mariage pour tous en 2013. Alors que tout le monde bénéficie de ces avancées sociales qui ont été conquises par la mobilisation de pionniers, et que le niveau de vie reste globalement stable, même si les inégalités se creusent (le niveau de vie des plus riches, lui, augmente[2]), comment porter avec force les nouveaux combats communs pour l'égalité ? Nous n'arriverons pas à battre ce libéralisme attrayant sans mettre de la joie dans l'engagement.

1. Stewart Chaud, *L'Opinion des émotions*, La Tour-d'Aigues/Paris, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2022.
2. Calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee, données 2020.

Ce changement ne viendra cependant pas de lui-même. Il suppose de bouleverser dès à présent les structures de l'engagement et les projets qu'elles portent pour qu'y reviennent ceux qui l'ont, souvent à juste titre, déserté, mais surtout pour qu'y viennent tous ceux pour qui nous nous battrons demain.

Pour l'impulser, il faut peut-être revenir aux racines de la joie, posée comme un concept et non simplement comme émotion. C'est Spinoza qui a été le premier à penser la joie[1]. En développant une philosophie fondée sur l'affect, il est le précurseur d'une éthique de la joie qu'on retrouve ensuite chez Gilles Deleuze. L'individu ne doit pas se demander ce qu'il doit faire, mais ce dont il est capable. L'éthique devient alors la capacité à être réactif aux relations qui l'entourent. Dès lors, tous les plaisirs sont légitimes et le fait de « l'homme libre » lorsqu'ils sont réfléchis, autonomes et spécifiques.

C'est une philosophie de la joie dure, âpre, rudement conquise par la raison et par le corps sur le constat lucide de l'état du monde, dans une dimension relationnelle. Le contraire d'un déni, d'un repli, d'une indifférence qui peut germer à l'aune du militantisme forcené.

Ce qui nous intéresse dans la pensée de Spinoza, c'est qu'il définit la joie telle que nous

1. Baruch Spinoza, *L'Éthique*, Paris, Le Livre de poche, 2011 [1677].

l'entendons ici : il ne la confond pas avec le bonheur, temporaire ou immédiat et fondé sur des attentes essentiellement matérielles, mais comme un refus de l'assujettissement et un appel à vivre les choses avec intensité et un regard ouvert sur le monde. En miroir, il définit la tristesse comme « une absence d'affects ». La joie sert alors à contrer cette absence. Et si, face à la montée de la tristesse avec la progression de l'extrême droite et de ses idées racistes, la meilleure réponse n'était pas celle de retrouver l'affect positif qu'est la joie ?

Mais la joie seule ne suffit pas : nous voulons le socialisme joyeux. D'ailleurs, le socialisme ne puise-t-il pas aussi sa source dans ce que l'on a appelé l'utopie ? Au XIXe siècle, les précurseurs du socialisme – Saint-Simon, Fourier ou Cabet –, qui voulaient créer une société heureuse loin de la société capitaliste en formation, portent un projet joyeux bien que trop encadré pour être viable. Ils avaient en eux cette vision d'un progrès humain rendu possible par l'affect et entendaient s'appuyer sur les passions, au lieu de les contrarier, pour les rendre acceptables et reconnues par tous.

Loin de nous l'idée de chercher à établir des sociétés fantasmées ou inadaptées avec le désir d'émancipation contemporain. Mais si la joie – et la volonté de reconnaître les affects comme une composante du rapport socialiste au monde – en a été la racine, elle peut *a minima* redevenir un vecteur de mobilisation.

« *Après la pluie, le temps est beau*[1] »

Les crises que traverse le Parti socialiste appellent donc l'écriture d'un nouveau récit pour le socialisme du XXIe siècle. Ce récit est un tout que nous voulons plus grand que nous mais qui peut, au lieu d'être écrasant par le poids du changement qu'il doit emporter, être vécu comme une aventure joyeuse.

Mais pour porter une politique de la joie, il faut d'abord changer les pratiques internes, nous y reviendrons. Une raison du désamour de l'engagement politique et de la morosité qui frappe les partis politiques, dont le Parti socialiste, c'est la violence qui y règne. Les règlements de compte en public sont trop souvent monnaie courante. Les petites phrases, les jeux de déstabilisation, les calculs pour écarter de potentiels rivaux, bien qu'ils fassent partie de l'action politique depuis longtemps, occupent parfois l'essentiel de l'activité interne.

Plus largement, les rapports individuels à la politique sont métamorphosés par la digitalisation du militantisme. La multiplication des canaux de l'information et en particulier des boucles WhatsApp touche le Parti socialiste comme toutes les organisations militantes.

1. Paroles du chant révolutionnaire « La Jeune Garde » également connu sous le nom de « La Jeune France », écrit en 1912 pour les Jeunes Gardes socialistes créées par la SFIO.

Une forme de « fatigue informationnelle[1] » participerait ainsi à produire une certaine lassitude. Elle est causée à la fois par une information surabondante et parfois par la multiplication des petites agressions par voie de messages, lot quotidien de toute boucle où échangent plusieurs centaines de militants ardents et convaincus. Il convient de mieux organiser ces discussions collectives pour faire redescendre la tension d'un ton tout en conservant une forme de spontanéité nécessaire pour que chacun puisse trouver sa place dans l'organisation. Cette fatigue informationnelle est par ailleurs plus large que l'espace numérique de l'organisation : le militantisme en ligne, sur Twitter en particulier, est source de violence. Le militant y est exposé à des agressions permanentes dès lors qu'il affiche ses convictions, mais aussi parce que les trolls chassent souvent en meute pour dénigrer tout propos politique hostile. Le harcèlement numérique des militants politiques est facteur de déprime, le militant socialiste étant par ailleurs souvent renvoyé au représentant d'une gauche bourgeoise et déconnectée. Pourtant, si l'on a franchi la porte du Parti socialiste, c'est bien par indignation face aux injustices. Cette violence gratuite, qui heurte celui qui s'engage avec cœur, doit donc être combattue.

1. Guénaëlle Gault et David Medioni, *Les Français et la fatigue informationnelle*, Fondation Jean-Jaurès, ObSoCo, Arte, novembre 2022.

Pourquoi l'expression « gauche caviar » reste-t-elle couramment employée pour désigner une gauche qui aurait abandonné la lutte sociale au profit de la rente que procurent les positions électives cumulées dans l'espace et le temps ? Elle ne signifie pas seulement l'embourgeoisement, qui d'ailleurs est une dénonciation illusoire, car la politique donne nécessairement lieu à une stabilisation des situations sociales et économiques de ses acteurs. Cette expression acte la tristesse d'un socialisme replié sur l'individu consacré à ses plaisirs privés qui ne vit plus qu'en clamant haut et fort le poids des responsabilités qu'il porte, au lieu d'en faire le porte-étendard d'un combat rayonnant pour les luttes qu'il défend.

Nous défendons la joie responsable face aux renoncements qui sont faits au nom d'un prétendu sérieux. Contre le formalisme de l'engagement politique, la joie apaise. Contre la rigidité des échanges entre militants, perte d'énergie au détriment des luttes en elles-mêmes, la joie revigore et recrée du lien.

Nous voulons inventer de nouveaux rites, passer de l'individuel à un nouveau collectif, qui ne vit pas dans la nostalgie des anciens communs, mais au sein duquel chaque individu se sent pleinement intégré. Pour concevoir des nouveaux temps joyeux, un regard sur les fêtes passées s'impose.

2
Le sens de la fête : la politique à mots à peine couverts

La manifestation d'un rapport politique par l'expression de la joie collective n'est pas une affaire récente. Si l'on se plonge dans l'histoire des mobilisations dans la France d'Ancien Régime ou contemporaine, les formes de l'expression populaire ont partie prenante avec des manifestations festives et joyeuses, malgré la dureté des conditions. La joie n'est donc pas synonyme de l'insouciance ou du désintérêt vis-à-vis de la chose publique, mais un vecteur puissant de collectif. La fête a en effet « le pouvoir d'abolir les frontières sociales ou générationnelles et de nous replacer tous à notre rang, celui d'égaux. Car la fête est égalitaire ou elle n'est pas[1] ». Dès lors, les souverains ou dirigeants politiques ont tôt fait de chercher à contraindre, formaliser ou ritualiser les expressions d'une joie trop spontanée qui par sa force pouvait conduire à la transgression.

1. Vito Marinese, *Pour un parti de la fête*, Paris, Hic et Nunc, 2022, p. 6.

Le carnaval et la fête publique : les émotions sous contrôle

Mikhail Bakhtine, dans son analyse sur l'œuvre de Rabelais[1], a mis en avant la notion de carnavalesque à la fin du Moyen Âge. La culture populaire et transgressive qui s'exprime dans le carnaval opère un renversement du monde qui contribue à questionner le politique. Les figures de cette critique sont le bouffon ou le fou, autant d'instruments de la construction de ce que Bakhtine qualifie de « réalisme grotesque » : tout pouvoir est caricaturé et déformé ou, plus exactement, ramené à sa concrète matérialité et, en somme, désacralisé. Le détrônement, le renversement du pouvoir en place, est au cœur de la fête. Le carnaval libère, notamment par l'expression de « l'excentricité [qui] permet à tout ce qui est normalement réprimé dans l'homme de s'ouvrir » et aide à mettre à distance la structure sociale par une forme de « relativité joyeuse » : « le carnaval fête le changement[2] ».

Mais c'est aussi parce qu'elles menacent l'ordre établi que les « fêtes des fous », traces des bacchanales ou saturnales antiques et auxquelles peuvent participer les évêques ou les

1. Mikhail Bakhtine, *L'Œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1982 [1970].
2. Mikhail Bakhtine, *La Poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1970.

membres du clergé, sont progressivement encadrées par l'Église. L'âge d'or des fêtes populaires, au XVe siècle, est suivi par une forme de rétractation et de répression par les élites. La fête est aussi perçue comme incompatible avec la nécessaire gravité ecclésiastique.

À la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne, les réjouissances publiques sont de plus en plus ritualisées et institutionnalisées. L'historienne Pauline Valade a notamment travaillé sur la manière dont la « joie publique » avait pu être encadrée par les autorités du royaume[1], tout en constatant, notamment à l'approche de la Révolution française, que cette joie publique pouvait prendre des formes contestataires. Des manifestations publiques de joie, des pétards notamment – interdits lors des réjouissances officielles, lors d'une naissance royale, par exemple – sont lancés par les Parisiens lorsque les magistrats du Parlement de Paris reviennent d'exil en septembre 1787. Analysant ce retour de la spontanéité des manifestations publiques, Pauline Valade – qui

1. Voir notamment Pauline Valade, « L'émotion comme interaction : l'exemple de la joie publique comme langage entre le roi et ses sujets (Paris, XVIIIe siècle) », dans Pascal Bastien, Benjamin Deruelle et Lyse Roy (dir.), *Émotions en bataille XVIe-XVIIIe siècle, Sentiments, sensibilités et communautés d'émotions de la première modernité*, Paris, Hermann, 2021.

travaille sur la joie comme une « interaction politisée entre le roi et ses sujets » – rappelle que les expressions publiques de la joie et plus largement des émotions positives n'ont pas fait l'objet d'études historiques approfondies. Les travaux sur la colère ou les révoltes en revanche sont bien plus nombreux, même si Yves-Marie Bercé a pu évoquer la « joyeuseté de la révolte[1] ». L'étude ainsi menée sur les manifestations de la joie dans l'espace public au XVIIIe siècle permet de nuancer la spontanéité de l'expression joyeuse : les « feux de joie » sont des éléments particulièrement ritualisés et, de manière générale, les « gestes de l'émotion » sont réglementés et la population « moins actrice que spectatrice ». Pourtant, Pauline Valade souligne que « dès la seconde moitié des années 1780, l'émotion de joie [sert] un langage contestataire ». L'arrivée des députés élus aux États généraux en 1789 est saluée par des manifestations de joie populaire des Dames de la halle. Elle en conclut que la manifestation de l'émotion publique positive n'est plus un acte vertical (du sujet vers le souverain), mais bien horizontal, entre des sujets qui s'émancipent.

1. Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte, des mentalités populaires du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, 1976.

Les espaces de la fraternisation républicaine par la fête

La Révolution française marque le retour de la fête, mais pas de toutes les fêtes : le carnaval fait ainsi l'objet de réglementations strictes. La municipalité de Paris, dans une ordonnance de police du 31 janvier 1790, précise ainsi qu'il est « expressément défendu à tous particuliers de se déguiser, travestir ou masquer [et de] donner aucun bal masqué », ce qui n'empêche finalement pas la tenue du carnaval. La spontanéité l'emporte.

L'ouvrage de Mona Ozouf sur la « fête révolutionnaire », paru huit ans après Mai 68, s'inscrit dans une relecture de l'histoire révolutionnaire à travers la mise en lumière de ce qui est resté dans la mémoire commune comme l'un des grands moments de manifestation de la joie collective et égalitaire[1]. L'idéal révolutionnaire de la fête s'inspire de la force des fêtes civiques antiques, alors qu'on a vu – et notamment aux yeux des contemporains – que la fête du XVIIIe siècle était fade et institutionnalisée. En somme, la fête révolutionnaire, c'est le rejet des hiérarchies et de l'obscurantisme. Ce contre-modèle s'inspire notamment de Rousseau qui, dans sa *Lettre à d'Alembert* notamment, magnifie la fête – en ayant notamment en tête l'exemple genevois – comme un

1. Mona Ozouf, *La Fête révolutionnaire 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976.

moment de « joie publique ». Il dresse surtout le portrait d'une fête utopique, disparue, une « forme pure » de la fête qui sera donc l'objet recherché par les révolutionnaires : « Une voix secrète leur crie incessamment au fond de l'âme : ah ! où sont les jeux et les fêtes de ma jeunesse ? Où est la concorde des citoyens ? Où est la fraternité publique ? Où est la pure joie et la véritable allégresse ? Où sont la paix, la liberté, l'équité, l'innocence ? »

Le grand exemple de la fête révolutionnaire est la fête de la Fédération le 14 juillet 1790 qui visait à mettre en scène, avec le défilé des Provinces et la prestation de serment du roi à la Constitution, la paix retrouvée et la concorde en actes. Mona Ozouf relativise ce moment de fraternisation pacifique en rappelant que la déclinaison locale de ces fêtes ne s'est pas effectuée sans coercition. La fête révolutionnaire est donc, elle-même, une fête contrainte, mais la représentation de la fête de la Fédération comme l'acmé de l'allégresse collective, populaire et révolutionnaire l'emporte dans la mémoire collective. La fête devient un mode d'établissement de la République, elle est même constitutionnalisée en 1791 avec au titre premier « l'établissement de fêtes nationales pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, les attacher à la patrie et aux lois ». Ce n'est qu'en 1799 que se brisent l'élan et l'impulsion publique – plus ou moins suivie d'effets –

pour la généralisation et l'institutionnalisation de fêtes civiques au niveau national, cantonal ou même municipal. L'une des cérémonies les plus diffusées est celle de la plantation d'arbres de la liberté qui donne lieu à des rassemblements festifs au cœur des villages et participe à la diffusion de la culture politique, même sous des formes altérées ou détournées. Mais l'effusion et la vitalité de la vie politique révolutionnaire ne passent pas que par la fête : la multiplication des clubs et des lieux de sociabilité politique, particulièrement dans les premières années de la Révolution, en témoigne. Ces clubs et ces espaces de débat sont d'ailleurs ce que l'historien Raymond Huard a considéré comme le lieu de naissance des partis politiques en France.

Avec la proclamation de l'Empire, les possibilités de réunions politiques sont strictement limitées, le Code pénal imposant un régime d'autorisation préalable. Sous l'Empire, puis à partir de 1815 avec la Restauration, on ne peut que constater la disparition de ces fêtes civiques et des espaces de liberté et de débat, à l'exception de quelques sociétés politiques secrètes. Avec les années 1830 et la révolution de Juillet, l'aspiration démocratique ressurgit. Des associations peuvent organiser des rassemblements de plusieurs milliers d'ouvriers. Mais la liberté d'association est de nouveau réprimée à partir de 1834. La politique se réinvente, notamment à partir des

lieux de sociabilité ordinaire que sont les banquets. Dès les années 1820, les banquets sont des lieux de formalisation de rituels politiques contestataires – le refus du toast au roi étant l'expression de l'opposition.

Ce temps du banquet, qu'a notamment étudié Vincent Robert[1], se caractérise par des campagnes de banquets, en 1840, par exemple, autour du comité Lafite, puis en 1847-1848 où 70 banquets réunissent 20 000 convives partout en France. On compte plus de 1 000 convives au banquet du Château-Rouge, où l'opposant Odilon Barrot étrille dans son discours Louis-Philippe, mais tout autant dans les banquets de province, comme à Rouen, Dijon… Lamartine est l'un des orateurs appréciés. Autour de poulets, de pâtés et de dindes, on parle, beaucoup, on joue des airs patriotiques. On mange, longtemps. Certains banquets, surveillés par les autorités, sont tristes. Mais dès que les mesures de surveillance sont levées, les langues se délient, si bien qu'en 1842 le banquet fait son entrée dans l'*Encyclopédie de la langue et de la science politique* en étant décrit comme un « instrument d'agitation[2] ». C'est d'ailleurs un arrêté d'interdiction d'un banquet dans le

1. Vincent Robert, *Le Temps des banquets, Politique et symbolique d'une génération (1818-1848)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.
2. Jérôme Louis, « Les banquets républicains sous la monarchie de Juillet », dans *Tous à table ! Repas et convivialité*, Paris, CTHS, 2013.

12e arrondissement, bravé par le peuple de Paris refusant qu'on porte atteinte à la liberté fondamentale de festoyer, qui a raison de la monarchie en 1848. La spontanéité du soulèvement l'a emporté sur l'ordre : la révolution couvait sous la fête. Le banquet, enfin libre, ne disparaît pas avec la Seconde République, mais sa dimension transgressive n'a plus lieu d'être.

Sous la Seconde République puis le Second Empire, la multiplication des fêtes villageoises[1], où l'on affirme alternativement son attachement à la monarchie ou la république, fait partie des modalités qui accompagnent ce que Maurice Agulhon a qualifié de « descente de la politique vers les masses[2] ». Même si le processus de politisation ne saurait se résumer à un mouvement vertical, la fête est l'occasion d'une réappropriation au niveau local des codes de la vie politique.

Cela s'observe par exemple avec l'instauration officielle du 14 juillet comme fête nationale en 1880. Interdite sous l'Empire, elle avait perduré de façon clandestine. Cette fête est

1. Rémi Dalisson, « Rituels politiques, sociabilités festives et contestation rurale en France, 1830-1880 », dans Annie Antoine et Julian Mischi (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
2. Maurice Agulhon, *La République au village, Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970.

une joie qui se décline localement, hors des cérémonies républicaines institutionnelles qui attirent par ailleurs le public. Bals, banquets, festivités et feux d'artifices donnent corps au principe de fraternité et au plaisir d'être ensemble dans un cadre collectif et politique. On ne pourra d'ailleurs que regretter l'annulation des fêtes prévues dans certaines communes pour le 14 juillet 2023, non par manque de moyens ou d'envie, mais officiellement par crainte de débordements. Ce fut le cas dans la ville du Blanc-Mesnil dirigée par un élu de droite qui avait déjà annulé ses activités d'été. Cette mesure de rétorsion qui réprime les temps collectifs et prive les citoyens de la fête, alors même que la population a besoin de faire du lien et de se retrouver après les violences urbaines, apparaît totalement à contre-courant.

Le milieu du XIXe siècle voit également en France l'apparition d'une nouvelle forme de mobilisation, la grève, décrite notamment par Charles Tilly[1]. Pour l'historienne Michelle Perrot, la grève, ce mouvement revendicatif où l'on peut recommencer à espérer, a pu revêtir « dans la vie grise de ces femmes, [...] l'allure d'une fugue, d'une fête ». Elle ajoute : « La grève c'est, d'abord, l'échappée belle[2]. »

1. Charles Tilly, *La France conteste, De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
2. Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève, France 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1973.

Ce mouvement de débrayage, moment de libération temporaire de l'ouvrier sur qui le rythme du labeur est si pesant, s'observe en particulier le 1er mai 1890. Cette première fête du travail et cette grève ont « porté au plus haut point cette ambiance de joie populaire. De nombreuses descriptions évoquent – en y insistant, car on avait craint – une atmosphère détendue et, par une admirable journée de printemps, l'ouvrier heureux. [...] La grève est fête parce que rassemblement et, par-là, communion[1]. » Cette réunion des individualités oppressées, ce partage et cette unification des revendications par la mise en mouvement en commun sont le terreau de la lutte, qui passe par la fête, par les bals qui se multiplient le soir même, les libations collectives et la joie sincère.

L'expression de cette joie spontanée trouve son acmé symbolique dans les grandes grèves de mai-juin 1936 qui ont suivi la victoire du Front populaire. Alors que la gauche dirigée par les socialistes accédait pour la première fois aux responsabilités, les ouvriers se lancèrent dans une grève revendicative mais optimiste. 9 000 occupations d'usines, 2 millions de grévistes… Dans la cour des usines, les ouvriers libérés jouent aux cartes, organisent bals populaires et représentations théâtrales. La fièvre des « grèves de la joie », comme on a pu les qualifier, s'empare de la France travailleuse.

1. *Ibid.*

La philosophe Simone Weil, qui observe la situation aux premières loges, le constate. Dans son article publié dans *La Révolution prolétarienne* le 10 juin 1936, elle se livre à une anaphore où elle décrit les différentes formes de joie dans l'usine où les machines se taisent : « Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure[1]. » L'ouvrier, par la fête et l'occupation de son espace de travail, « accède à la dignité », comme le souligne également Antoine Prost, pour qui ces grèves marquent « l'affirmation d'une liberté conquise sur le temps et l'espace du travail, la fête exprime symboliquement ce dont la lutte affirme le sérieux. [...] L'appartenance à une communauté, la conscience de constituer une classe et de la faire reconnaître par toute la société s'expriment sur le registre plus émotif, plus chaleureux de la fête[2] ». Si l'année 1936 est une parenthèse de joie militante, elle pose également les bases de la libération du travailleur par l'accès aux espaces du loisir : les congés payés, la semaine de quarante heures marquent l'avènement de la possibilité de sortir de sa condition de travailleur et de s'émanciper. Les grandes grèves ont

1. Simone Weil, *La Condition ouvrière*, *op. cit.*, 1951, p. 230 (reproduit en annexe).
2. Antoine Prost, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », *Le Mouvement social,* vol. 200, n°3, 2002, pp. 33-54.

donc permis une libération épisodique que les droits conquis par l'accession de la gauche aux responsabilités ont consolidée.

Ce retour de la fête par l'action collective et spontanée contre les représentants de l'ordre, les « patrons », on l'observe à rebours avec les grèves de 1968 qui ont pu apparaître comme une résurgence de cette « explosion de désirs latents, de rêves refoulés, libération du geste et de la parole, fête du peuple assemblé », alors que la « grève contemporaine [était] très souvent vide et fuite[1] ». Un demi-siècle plus tard, pour les anciens manifestants, « dans les rues, la joie de vivre était collective[2] ». Ce que souligne également Jean-Jacques Wunenburger : « les agitateurs de Mai 68 retrouvent la culture symbolique de la fête, qui était une forme de rupture de l'espace et du temps social, un moyen alternatif d'inverser l'ordre[3] ». Cette dimension festive et néo-carnavalesque ne peut néanmoins occulter la gravité des ouvriers lors des grandes manifestations, mais constitue un pan majeur des représentations collectives du mouvement. Intense et profuse, l'explosion de joie de Mai 68 n'a pourtant pas vraiment

1. Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève, France 1871-1890, op. cit.*, 1973, p. 54.
2. Kareen Janselme, « Mai 68 "La joie de vivre était collective" », *L'Humanité,* 13 juin 2018.
3. Jean-Jacques Wunenburger, « Mai 1968 : La fête des Dieux », *Carnets*, Deuxième série, n°16, 2019.

fait école. La résurgence d'un mouvement festif et joyeux ressurgit, mais a fait l'objet d'une critique, qui voit dans l'épisode un déclencheur de l'hédonisme libéral, individualiste et consumériste. La joie d'être ensemble, la joie de produire ensemble, la joie de porter par une fête intense un projet politique alternatif constituaient pourtant des ressorts puissants de la mobilisation.

La fête de la rose, un espace militant progressivement institutionnalisé

L'idéal d'une fête publique et politique ouvrant les perspectives d'une ère nouvelle se retrouve particulièrement à la fondation du nouveau Parti socialiste. Après la prise du parti lors du congrès d'Épinay par François Mitterrand en 1971, mais surtout avec la campagne présidentielle de 1974, alors que les rangs du parti à la rose (l'emblème est adopté après Épinay) se regarnissent de militants, les fêtes de la rose éclosent.

Si notre objectif ici n'est pas de décrire un âge d'or de la fête socialiste – Rémi Lefebvre a d'ailleurs intitulé un de ses articles « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été[1] » –, la fête socialiste comme moment

1. Rémi Lefebvre, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, vol. 102, n° 102, 2013, pp. 7-33.

nécessaire de l'expression de la joie d'être ensemble n'est pas un leitmotiv nouveau.

Du temps de la SFIO, jusqu'en 1969, dans les fédérations où un militantisme de masse s'observait et en particulier dans ces fédérations du Nord et du Pas-de-Calais de tradition « guesdiste », où l'engagement collectif unitaire et massif était valorisé, s'organisaient de grands rassemblements. La fête de Phalempin « dans les années 1950 rassemblait de 50 000 à 70 000 personnes[1] ». Cet événement s'inscrivait dans la constitution de ce que Frédéric Sawicki a appelé le milieu partisan du Parti socialiste où, de l'association sportive au centre de loisirs, le parti et sa sociabilité se vivaient aussi à l'extérieur. Ce réseau et ce rapport à la fête populaire n'étaient cependant pas homogènes à l'échelle du territoire, et notamment par leur ampleur, qui tendait par ailleurs à s'estomper avec le temps.

Ce qu'observe Rémi Lefebvre, c'est que ces temps de convivialité sont les vraies raisons pour lesquelles les militants se déplacent, préférant ces instants aux assemblées générales ou aux commissions administratives de section. Déjà dans les années 1950, les responsables socialistes à Roubaix se plaignaient de l'absentéisme aux assemblées générales, alors que les fêtes locales, telles la Ducasse à Pierrot, faisaient carton plein. L'image ancienne du

1. *Ibid.*

militant dévoué corps et âme à la cause est donc bien loin[1] !

Au début du mois de juillet 1971, quelques semaines après le congrès refondateur d'Épinay en juin, qui suit la grave crise de la SFIO des années 1960, une nouvelle fête est organisée à Phalempin par la fédération du Nord. François Mitterrand, le nouveau Premier secrétaire, y est accueilli par Pierre Mauroy, comme pour marquer la reprise de cette activité militante, conviviale et collective.

Petit à petit, les fédérations et même les sections du nouveau Parti socialiste organisent des manifestations publiques qui permettent de redéployer vers l'extérieur une âme militante dynamisée. Les proches de François Mitterrand sont à l'initiative. Le Parti communiste, véritable concurrent du Parti socialiste, apparaît alors comme ayant une solide base populaire et un intense réseau de fêtes, dont la principale, la Fête de L'Humanité, réunit chaque année plusieurs dizaines de milliers de participants.

À Caen, en 1972, Louis Mexandeau, nouveau secrétaire départemental du Parti socialiste, présente la fête de la rose comme un nouvel « événement militant et populaire. On a imaginé cette Fête de la rose en prenant un peu le contre-pied de la Fête des coteaux du PCF à Fleury-sur-Orne. Par la suite, les autres

1. *Ibid.*

fédérations se sont inspirées[1] ». À Frangy-en-Bresse, en 1973, un autre proche du premier secrétaire, Pierre Joxe, tout juste élu député de Saône-et-Loire, organise une petite fête – alors que la tradition de la fête patronale du village s'était émoussée – aux « allures de kermesse locale : après les discours politiques, les mili-tants s'affrontent à la boule bressane ou au chamboule-tout dans la cour de l'école du village, avant de déguster un repas – traditionnellement un plat de saucisses et lentilles[2]. » Ces fêtes sont l'occasion de faire de la politique sans en avoir l'air. Loisir et politique sont intimement entrelacés.

Ces fêtes de la rose, intervenant souvent au début de l'été ou en septembre lors de la rentrée politique, arrivent après une année de militantisme parfois intense lorsque se sont déroulées des campagnes électorales. Des fêtes de section pouvaient réunir jusqu'à plusieurs centaines de militants, venant en famille, avec conjoints, conjointes et enfants, amenant par la même occasion des sympathisants pour leur faire découvrir la vie du parti.

Dans le Nord, la fête de la rose était ainsi l'occasion de faire le bilan politique de l'année écoulée et surtout d'entendre les caciques locaux : en premier lieu, le premier secrétaire

1. *Ouest-France*, 2 mai 2016.
2. Jim Jarrassé, « La Fête de la rose, de la kermesse locale à l'événement médiatique », *Le Figaro*, 17 août 2013.

fédéral et le secrétaire de la section qui accueillent l'événement, ensuite les différents élus de la ville concernée (le maire, les parlementaires), et pour finir l'invité politique national, qui peut être le premier secrétaire national ou l'un de ses représentants. Parfois, des représentants d'organisations de jeunesse, d'organisations politiques partenaires invitées ou un militant particulièrement investi peuvent prendre la parole pour faire état de travaux locaux. La tradition est immuable : après les discours, on passe au repas ou plutôt au banquet. Le socialisme français, fidèle à la synthèse jaurésienne, s'est bien fondu dans l'enveloppe républicaine en se réappropriant le rituel des banquets. Souvent très simples, avec des formules accessibles aux familles – cassoulet, couscous, buffet charcuterie et de fromage –, ces agapes s'accompagnent joyeusement d'alcool et de chants militants.

Le cadre de la fête dépasse parfois largement le cercle des militants pour s'ouvrir au grand public. Dans le Cher, par exemple, la fête de la rose, à partir de 1974, est un véritable événement. Année après année, les stars de la chanson se succèdent aux côtés des leaders politiques. François Mitterrand est là pour la première édition, rose à la boutonnière aux côtés du chanteur Hervé Vilard, interprète de « Capri, c'est fini », et « des groupes folkloriques, des animateurs, des orchestres… Il y aura des attractions de toutes sortes : exposition de vieilles voitures, Ball-trap, pêche à la

truite, course à la rose, enveloppes surprises, buvette, frites et brochettes… ». La fête est un succès : 4 000 personnes, dès la première année. Comme ailleurs, la fête de la rose contribue à financer l'action locale du Parti socialiste par la vente de billets et repas. L'année suivante, Gaston Defferre côtoie Nicoletta, qui est en même temps à l'affiche de L'Olympia, suivi en 1975 par Pierre Mauroy et Rika Zaraï, ou même, en 1978, par Claude Estier et Dalida. En 1980, l'orateur Laurent Fabius tient, lui, compagnie à Annie Cordy[1]. Les « vedettes » de la chanson attirent et contribuent aussi à la transformation de l'image du parti en faisant découvrir ses différents dirigeants aux citoyens festoyant et participant, aussi, à une fête politique. Le soir, les militants partagent dans la grange attenante au grand parc du château où s'est déroulé le concert un buffet avec l'invité politique, en plus petit comité.

Après la victoire de 1981, les fêtes s'espacent, les invités de marque se font plus rares et les vedettes coûtent désormais trop cher. Mais la fête a pris possession de tout l'espace public avec Jack Lang et la Fête de la musique, dont la dimension politique (au sens noble) n'est pas à démontrer.

1. Arthur Delaporte, *Faire Cause commune, La fédération du Cher du Parti socialiste de 1969 au début des années 1990*, Université Paris 1, 2017, p. 63 *sqq.* et 129 *sqq.*, consultable à la bibliothèque du centre d'archives de la Fondation Jean-Jaurès.

Petit à petit, ces fêtes s'institutionnalisent, se routinisent, les foules sont moins denses, le discours plus pesant. Ce modèle a vu ses heures de gloire et est désormais essentiellement relégué au rang des souvenirs. Même si des formes contemporaines de fêtes de la rose persistent, l'âge d'or des années 1970 s'éloigne. La nostalgie pointe souvent dans ces événements.

L'ère du temps serait-elle pourtant à reléguer la fête au passé ? Olivier Ihl dans son avant-propos à la *Fête républicaine* regrettait il y a un quart de siècle : « Après tout, le fait est là : nous ne croyons plus guère au pouvoir instituant des grands rassemblements d'allégresse. Par suspicion envers les démonstrations de masse ou faute d'un art approprié de la mise en scène[1]. »

Constatant que la ritualisation des fêtes politiques conduit à leur affadissement concomitant, que leur institutionnalisation, même si elle n'est pas incompatible avec l'expression de la joie publique, produit aussi du désengagement individuel puisque la responsabilité de l'organisation des agapes repose sur l'institution, pouvons-nous cependant faire preuve d'optimisme et imaginer l'espace militant joyeux et sincère, festif et engageant ? C'est ce que nous allons tenter de dessiner, en dressant aussi les pistes d'un autre rapport à la joie pour allier projet et rapport à l'autre.

1. Olivier Ihl, *La Fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996.

3
Pour que brillent les soleils du socialisme joyeux

Le sens du militantisme contre la reproduction des dominations

Alors que le socialisme en tant qu'aspiration sociale à l'égalité est lié par ses origines à la fête, quand il s'agit de susciter le désir d'engagement, il faut bien s'y résoudre, le militantisme au sein de l'organisation apparaît trop souvent comme terne, dur et harassant. Les luttes intestines peuvent prendre le dessus sur le temps consacré à changer le monde, on l'a évoqué. Peut-être en a-t-on trop fait avec la mise en avant du bon militant, avec un modèle de militantisme forcené ? L'étymologie latine du terme, *militia*, renvoyait à la fois au service militaire mais également à l'esprit de bravoure, à la racine du mot « militaire ». Le dévouement total, modèle du militantisme comme engagement total, serait alors le quotidien de ceux qui ont fait le choix de l'engagement. À l'origine de ce fameux « malheur militant ». Une autre option est possible.

Un nouveau langage a d'ailleurs fleuri ces dernières années : celui de la dénonciation d'un burn-out militant, de l'épuisement émotionnel lié aux luttes. Des organisations proposent désormais des formations au « bien-être » militant pour s'en prémunir. De nombreux témoignages sur cet épuisement ont permis d'en cerner les causes[1] : la reproduction des schémas de domination en interne, pourtant dénoncés à l'extérieur, des pressions trop fortes face à des enjeux politiques importants, la faiblesse des moyens qui conduisent à l'épuisement et une désorganisation interne qui conduit à une déperdition d'énergie, le travail militant qui attend une validation politique qui n'arrive pas, ce qui entraîne inefficacité et découragement, des « récompenses » militantes insuffisantes[2]...

Cette spirale du découragement en génère d'autres : à force de départs successifs, le poids de l'engagement restant se rétracte sur un corps militant de plus en plus restreint et amène « ceux qui restent » à devoir en supporter une charge redoublée. Pour stopper l'épuisement,

1. Alexia Eychenne, « L'usure de l'engagement, Burn-out militant », *Socialter*, 13 octobre 2020.
2. Simon Cottin-Marx, « Le burn-out militant. Réflexions pour ne pas être consumé par le feu militant », *Mouvements*, vol. 113, n°1, 2023, pp. 156-164.

il faut donc d'abord stopper les départs et de ce fait revoir les causes de ceux-ci[1].

Une réflexion émerge autour du militantisme positif. La référence sur le sujet, *Joie militante*[2] publiée en 2017 par des activistes canadiens, s'articule autour d'une question centrale. Comment créer des espaces de militantisme où l'on se sente à sa place, où serait évitée la reproduction des rôles dominateurs pourtant dénoncée par les militants ? Les auteurs, carla bergman[3] et Nick Montgomery, décrivent le « radicalisme rigide » qui empêche les militants des organisations de lutte d'évoluer dans des cercles joyeux. Au-delà de l'épuisement militant face à ces pratiques contre-productives, cette rigidité isole et éloigne des masses populaires que les partis de gauche cherchent à mobiliser. La lutte telle qu'elle est menée dessert alors la cause.

Les auteurs livrent des pistes pour sortir de l'emprise de ces comportements entre

1. Voir par exemple Arthur Delaporte, « Partir un jour ou rester au Parti socialiste, les adhérent-e-s du Parti socialiste dans le Cher », dans Daniel Gaxie et Willy Pelletier (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018, pp.159-177.
2. carla bergman et Nick Montgomery, *Joie militante. Construire des luttes en prise avec leur monde*, Rennes, Éditions du Commun, 2020.
3. Nom écrit sans majuscule conformément aux souhaits de l'auteure.

militants, sans toutefois vouloir faire de nouvelles prescriptions formelles. Il s'agit ainsi de se réapproprier les notions qui sont posées comme des notions communes intangibles à l'organisation et de ne pas se priver de les questionner ; de ne pas vouloir être perfectionniste dans la lutte ni de craindre les erreurs ; de ne pas être indifférents aux situations personnelles des individus ; de rester ouverts aux sensibilités des autres pour porter un militantisme libérateur dans le cadre d'organisations qui confortent les individus, en les respectant pour ce qu'ils sont et en donnant aussi à leurs souhaits d'émancipation un cadre collectif.

Bienveillance de l'organisation

Le changement pour un militantisme joyeux n'adviendra pas sans rénovation en profondeur des organisations politiques. Le débat sur l'*aggiornamento* des partis politiques n'est pas nouveau, sur leur nécessaire ouverture sociale notamment. Il a concerné le Parti socialiste, comme les autres partis, mais peut-être de façon plus aiguë encore : volonté constante de simplification des statuts, mise en place de primaires citoyennes, baisse du montant de la cotisation annuelle, réflexions sur les nouvelles formes de l'adhésion avec l'intégration des militants et cercles de sympathisants et militantisme « à la carte »… Pourtant, force est de constater que les formes de l'organisation socialiste ont peu bougé dans l'ensemble

et que le poids de l'organisation pèse toujours trop sur les épaules militantes.

Les organisations partisanes ont été, ces dernières années, soumises à de vives critiques. Certains préféraient vanter les mérites d'organisations politiques qui peuvent revêtir diverses formes : des mouvements sans adhésion formelle, des écuries politiques ou citoyennes ponctuelles, des partis personnels… Le paysage politique français a été transformé par ceux qui regardaient vers des expériences états-uniennes, espagnoles, sud-américaines ou italiennes. Nous avons désormais quelques années de recul sur ces formes politiques : elles n'empêchent en rien la tentation de l'autoritarisme ou l'aléa de l'application de règles à géométrie variable. Il nous semble même qu'elles n'empêchent pas moins le découragement militant et même, à terme, le renforcent.

Malgré la mort trop souvent annoncée et prématurée des partis politiques, les dernières années ont mis en évidence les impasses des prétendus « mouvements gazeux » non fondés sur des règles de fonctionnement claires. Nous croyons à l'inverse aux organisations partisanes démocratiques parce qu'elles offrent à l'individu un cadre stable, des règles procédurales sécurisantes mais qui doivent néanmoins être allégées. Elles permettent également, dans le cas particulier du Parti socialiste, de se projeter vers l'avenir, car le parti a survécu aux crises sur le temps long. Son histoire est une force car

elle permet d'avoir l'expérience des mauvais jours tout en envisageant la suite comme la continuation d'une histoire qui a connu ses épisodes fastes comme ses moments durs. Ce n'est pas pour autant que l'organisation doit rester figée, mais la forme partisane introduit un cadre de valeur, un lieu où se construire et où se projeter. C'est une différence fondamentale entre le parti traditionnel et le parti mouvementiste, qui s'envisage comme une coalition de volontés dans une situation donnée, comme le reflet de luttes conjoncturelles et comme une organisation mouvante voire informelle. Le cadre partisan permet à chacun d'apprendre à maîtriser les règles du jeu, de les critiquer, d'aspirer à les changer éventuellement, et de s'inscrire dans une suite de rendez-vous… Ces rendez-vous peuvent donner un cadre au quotidien – la réunion de section mensuelle, l'université d'été… –, autant de rituels qui sont des moments de retrouvailles, de sentiment de participation à un collectif, de construction humaine et militante, de joie partagée. L'individu peut ainsi se positionner dans un ensemble global, comme un élément d'un tout organisé. Ce cadre, loin de contraindre, peut libérer, car il permet l'émancipation de l'individu militant et son respect au sein de l'organisation. Néanmoins, on l'a vu, ce cadre – même s'il permet et peut être considéré comme l'une des conditions de l'expression d'un militantisme joyeux – reste imparfait.

Le cadre peut et doit être amélioré et c'est, tout compte fait, une perspective réjouissante.

Combien de jeunes militants ont été malheureusement découragés par les bâtons dans les roues qu'on leur mettait, dès leur arrivée, par méfiance, malthusianisme ou rite initiatique ? Combien sont ceux qui ont baissé les bras face à l'animosité des réactions lors d'une réunion politique, en l'absence de conseils, d'aide et d'accompagnement ? Ceux qui réussissent ou restent sont souvent ceux qui sont tombés sur des aînés les ayant conseillés ou guidés. Mais c'est une gageure qui dépend de l'aléa des rencontres.

La joie militante ne peut exister sans bienveillance. Bienveillance envers l'autre, ouverture d'esprit face aux parcours différents, défense des luttes locales et nationales sans dénaturer les conflits politiques mais en déconflictualisant les relations humaines entre militants : les changements de comportements doivent répondre aux changements structurels que nous appelons de nos vœux pour la société.

Dans les réunions du Parti socialiste, on parle trop, tout le temps, et surtout pendant trop longtemps. Parfois en s'invectivant. Or, parmi les émotions fortes qui amènent beaucoup d'interactions, la peur et la colère sont celles qui prédominent et finissent par l'emporter. Gérald Bronner le démontre dans son ouvrage *Apocalypse cognitive* : les propos violents, qui appellent la peur ou la colère,

prennent le dessus dans le dialogue public, car ils font appel à des sentiments négatifs. Notre cortex cérébral y est le plus réactif[1]. On constate d'ailleurs dans certains cercles dirigeants une tendance aiguë à la paranoïa, le plus souvent infondée et contreproductive. Elle décourage les bonnes volontés.

Cette violence est plus importante encore dans les conversations en ligne ou sur les logiciels de messagerie instantanée. Lors d'un de nos premiers engagements militants, le forum de la section PS qui atterrissait dans les boîtes mails de plus de 200 personnes servait de place publique où l'invective interpersonnelle, et ce même si le plus souvent l'argumentation était de haut vol, intimidait voire décourageait le nouveau militant à s'exprimer. Les boucles WhatsApp ont désormais remplacé les forums de section et les échanges, s'ils sont facilités, souvent plus fluides et horizontaux, peuvent très rapidement tourner au vinaigre. La communication à distance permet d'être parfois plus violent encore qu'un échange de vive voix. Il faut à tout prix trouver les modalités de désescalade et notamment de modération. Des chartes de bonne conduite sont nécessaires avec la nomination de modérateurs ayant pour rôle de supprimer, dès qu'ils sont émis, les

1. Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

messages malveillants ou inutilement agressifs. La pacification des relations, la joie de continuer à militer ensemble et à échanger sont à ce prix, celui d'une régulation collective.

Faire appel à la joie et aux émotions positives est donc une évolution contre-intuitive en politique, qui ne se fera pas sans difficultés. Face à la dérégulation des échanges, c'est une bataille qu'il est dur de mener, car elle nécessite une confrontation avec notre nature profonde : sortir des émotions primaires pour aller vers des émotions plus complexes, altruistes, qui ne répondent pas à la demande de l'immédiateté.

Ce changement vers une organisation joyeuse implique de remettre en cause certaines positions acquises. Au Parti socialiste, non seulement les réunions sont longues, mais il y a une tendance à faire des réunions à tout-va, à faire de la vie interne du Parti socialiste sa seule raison d'être et son seul horizon. Les réunions doivent évoluer. Sortir du tour de parole imposé, des discours monolithiques, où l'ordre de passage est toujours le même, dans une ritualisation lourde et immémorielle.

La société a changé, nous devons changer. Cette évidence, rappelée de congrès en congrès depuis vingt ans – ouvrir les portes et les fenêtres de l'organisation partisane –, résonne pourtant aujourd'hui avec beaucoup plus d'écho. Un plus grand niveau d'horizontalité est désormais souhaité.

Les répertoires d'action militants doivent également évoluer vers un militantisme plus réjouissant et donc attirant. Nous pouvons chercher concrètement des manifestations inspirantes de militantisme joyeux. Nous évoquions ainsi, en amorce, ces cortèges Alternatiba au format « techno-parade » pendant la réforme des retraites, où les manifestants expriment dans la danse leur refus[1]. Ces dernières années, des chorales féministes se redéployent, particulièrement depuis 2019 partout en France. Ces espaces de mobilisation, qui permettent de diffuser les récits, de partager les mots et de manifester son appartenance à un groupe, sont des lieux où l'on a du plaisir à être ensemble[2].

Les organisations doivent également se saisir de l'enjeu de la formation. Au Parti socialiste, elle est grandement fragilisée. Pourtant, elle est plus que jamais nécessaire, et notamment sur la question du bien-être militant et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'une des formes de domination les plus fortes. Ce développement, concomitant de la mise en place de cellules de prévention et

1. Amélie Quentel et Nnoman Cadoret, « En techno-manif avec Alternatiba : "La danse est un outil de lutte" », Reporterre, 24 mars 2023.
2. Léa Iribarnegaray, « Les chorales féministes ou l'essor d'un militantisme joyeux », *Le Monde*, 15 mai 2023.

de sanction du harcèlement, contribue à lutter positivement contre les comportements toxiques. Aussi, repensons la répartition de la charge de travail au sein de l'organisation. Les combats féministes ont ouvert la voie : les femmes portent encore trop souvent la charge organisationnelle, émotionnelle et morale des partis politiques. Dans un groupe de militants, elles doivent souvent s'assurer que chacun trouve sa place, soit rassuré, ne se sente pas mis à l'écart ou malmené par l'organisation. Alors que les hommes se servent de l'organisation pour évoluer dans leur carrière politique et militante, les femmes engagées font l'organisation et sont à son service. Il est urgent que ces charges soient rééquilibrées et que les hommes aient aussi à penser au bien-être des militants, à leur intégration, et ne vivent pas leur appartenance à un parti politique comme un seul jeu de compétition et de distinction interne.

Une autre manière de militer dans la joie est celle qui consiste à ne plus militer contre soi-même dans une forme de militantisme fratricide. Les campagnes de l'union de la gauche en juin 2022 ont permis à des militants défendant les mêmes causes dans des organisations différentes de se retrouver pour des combats communs. Alors qu'ils se déchiraient pendant la campagne présidentielle sur les marchés, ils étaient unis, ensemble et joyeux pour les élections législatives.

La joie ne vient pas seule, elle n'arrive pas de manière spontanée et naïve. Il faut donc s'organiser pour qu'elle cimente nos relations militantes. L'expérience des collectifs Black Lives Matter et des *organizers* aux États-Unis, même si elle est issue d'une culture et d'une tradition propre que nous ne pourrions reproduire ici, reste riche en enseignements. L'un d'eux est la détermination et le fait de savoir « si nous sommes prêts à gagner ». Mathieu Magnaudeix a enquêté sur la nouvelle génération de militants américains et le *community organizing*[1]. Il cite ainsi Charlene Carruthers analysant le mouvement Black Lives Matter, auquel elle a participé, pour qui les mouvements « ne sont pas juste là pour témoigner, s'indigner, se recroqueviller sur eux-mêmes. Ils doivent avoir vocation à gagner, à changer réellement le système ».

Mathieu Magnaudeix rappelle notamment les conseils qu'elle donne à celles et ceux qui s'engagent dans une organisation militante, les incitant « à se demander :
1. "qui je suis"[…] ;

1. Les citations qui suivent sont issues Mathieu Magnaudeix dans *Génération Ocasio-Cortez. Les nouveaux activistes américains*, Paris, La Découverte, 2020, chapitre 14, qui s'appuie notamment sur le livre de Charlene Carruthers, *Unapologetic: A Black, queer, and feminist mandate for radical movements*, Boston, Beacon Press, 2018.

2. qui sont "les miens" : pour qui je veux combattre, et aux côtés de qui ;
3. "ce que nous voulons" : la définition des objectifs ;
4. "ce que nous construisons" : soigner la forme du mouvement, les relations internes, inventer des lieux d'éducation populaire ;
5. "si nous sommes prêts à gagner". »

Ce retour aux sources, cette réflexivité permanente du militant, est une nécessité. Ce que nous voulons, c'est le socialisme joyeux.

La joie, ciment des transformations sociales et du temps retrouvé

Le socialisme joyeux est donc nécessairement féministe, collectif, bienveillant et ouvert sur la gauche. Il s'applique à lui-même les principes qu'il défend dans ses programmes politiques. Il combine l'action militante et des techniques d'organisation qui donnent envie de faire de la politique. Qui veut militer si ce n'est pas *fun* ? Plus la situation politique est grave (dérèglement climatique, restriction des libertés, hausse des inégalités…), plus elle nécessite que nous menions nos combats avec joie. La tâche est trop rude pour la prendre par le mauvais bout. Elle deviendra insurmontable si les modes de militantisme le sont aussi. Militer au quotidien, c'est aussi tenir dans la durée.

Pour « rallumer tous les soleils », selon la formule consacrée de Jean Jaurès, l'attention

portée au militant et au parti politique ne suffira pas. Il faut enfin porter un projet joyeux de transformation sociale et écologique. Paul Magnette l'a porté dans un récent essai, référence à la conception jaurésienne de la « vie toujours plus large qui accroisse et apaise le désir[1] ». L'historien Gilles Candar rappelle ainsi l'inspiration rousseauiste qui prédomine sur ce point chez Jaurès qui, réfléchissant aux règles de la production, se méfie du communisme « règlementé et austère » de Gracchus Babeuf. Pour Jaurès, il y a chez Rousseau la volonté de « donner aux hommes d'aujourd'hui, à tous les hommes, avec les joies nouvelles de la pensée et de l'art, les joies premières d'un libre et familier contact avec la nature, avec la lumière et l'espace, avec l'air, la terre et les eaux[2] ». Ce rapport à la joie, qui ressort même dans les modalités d'organisation des relations économiques – c'est-à-dire des relations entre les hommes, mais aussi avec leur environnement – est fondamental. Un rapport apaisé à la nature, à l'autre, est le point de départ d'une production qui n'écrase pas, ne détruit pas mais met en valeur.

1. Paul Magnette, *La vie large, manifeste écosocialiste*, Paris, La Découverte, 2022.
2. Jean Jaurès, « La production socialiste », *La Revue socialiste*, mai 1896, cité par Gilles Candar, *Jaurès et la vie future*, La Tour-d'Aigues/Paris, L'Aube/ Fondation Jean-Jaurès, 2021.

Le projet porté par le socialisme joyeux est donc, dans cette perspective, nécessairement et résolument écologiste. Retrouver la joie implique aussi d'être en symbiose avec l'environnement qui nous entoure. Sortir de la destruction méthodique qu'apporte le capitalisme aux ressources et aux hommes. Le socialisme écologique de la sobriété joyeuse est notre nouveau modèle.

Cela rejoint bien Jaurès qui estime que « quand tous les hommes mangeront largement du pain à leur faim, quand ils boiront largement du vin à leur soif, et quand ils pourront se vêtir chaudement et élégamment en renouvelant assez leurs vêtements pour renouveler en eux le sentiment de la vie et l'allégresse de l'existence, sans tomber dans la monotonie du changement, ce jour-là, il y aura surproduction au sens vrai et plein du mot[1] ». Il y a donc chez Jaurès l'horizon politique d'une forme de sobriété heureuse, à l'échelle individuelle, mais qui a nécessairement et au-delà son pendant collectif par la joie. Pour atteindre cet horizon, chez Jaurès, comme chez le visionnaire auteur du *Droit à la paresse*, Paul Lafargue, tant caricaturé mais provocateur, il y a ainsi la reconnaissance de la nécessité de travailler pour participer à l'activité collective de production. Il y a aussi et réciproquement un droit au repos, au loisir, à une autre forme de la vie large.

1. *Ibid.*

Le loisir ce n'est pas seulement du temps pour soi mais une « activité de civilisation », pour Jaurès, qui participe à la réalisation de cette allégresse de l'existence. C'est aussi pour cela que nous défendons le « droit aux vacances ». Cette revendication ancienne de la gauche s'est traduite par des conquêtes sociales majeures, celle du droit au repos dominical et à la journée de huit heures en 1919, jusqu'aux congés payés et au temps des colonies de vacances avec le Front populaire en 1936. Ce combat n'a rien perdu de son actualité et doit se retrouver dans nos aspirations pour demain. Ce temps, ce droit au repos organisé, individuel et collectif, est un temps de joie, de liberté retrouvée. Il permet la réflexion sur soi et sur le monde. Le socialisme, c'est donc ce qui permet l'effectivité du droit au bonheur comme l'un des leviers de l'émancipation collective.

Cette intrication entre le socialisme joyeux et le temps libre, propice à l'émancipation, repose sur un projet politique qui valorise le lien social au travail et en dehors. Nous devons donc, dans cette perspective, engager une réflexion sur le socialisme comme un certain rapport au temps hors des logiques marchandes. Alors qu'il est commun de dénoncer l'accélération du temps dans laquelle nous sommes plongés, que ce soit par les cadences au travail ou pour le progrès technique qui ont conduit à une accélération voire une instantanéisation des rapports sociaux, désintermédiés, déterritorialisés, nous voyons à

l'inverse le socialisme joyeux comme un moyen de réancrer l'individu dans son environnement au sens large.

Au militantisme du temps long s'adosse donc un projet qui reconnaît le droit de prendre son temps. Cette aspiration au temps, et en particulier au « temps libre » dont André Henry fut l'éphémère ministre à la victoire de François Mitterrand en 1981, est d'ailleurs de plus en plus partagée par les nouvelles générations de travailleurs qui souhaitent, en parallèle de leur travail, nécessaire à leur épanouissement humain et social, avoir du temps pour eux, pour leur famille, pour leurs engagements, pour le repos ou les loisirs. Cette revendication accentuée après la pandémie de Covid-19, n'est que le prolongement des luttes du passé et ne doit pas effrayer : nous la porterons comme nous l'avons toujours portée. Dans la joie et la bonne humeur, mais avec détermination.

* * *

Pourquoi accordons-nous tant d'importance à la nécessité de partager et présenter un projet de transformation qui reconnaisse à chacun le droit au bonheur corrélé à la participation à la réalisation de la joie collective ? Cette dualité est nécessaire : le passager clandestin de la société n'existe pas, le militant est

celui qui s'implique dans le projet de transformation mais qui trouve aussi dans cette inscription une source de réalisation personnelle par le collectif. La perspective de la transformation globale permet d'engager le processus du changement, la matérialisation des progrès sociaux qui s'ajoutent les uns aux autres. C'est ce qui donne du sens au militantisme et constitue l'une des forces du socialisme, une ambition réformatrice et transformatrice qui se mesure aux effets qu'elle produit sur le monde. Nous ne voyons pas le changement social comme un point d'arrivée mais comme une méthode qui se manifeste par la confrontation perpétuelle des idées mesurées aussi à l'aune de leur effet sur le monde social et donc à la remise en cause permanente pour toujours faire mieux.

Le socialisme joyeux est donc ouvert, il n'est pas figé, ni identitaire ni paranoïaque. Notre socialisme joyeux est unitaire. Tous ceux qui partagent ses valeurs, dans leur diversité de déclinaisons, leur camaïeu de rouge, de vert ou de violet sont les bienvenus dans la lutte. Il y a d'ailleurs désormais autant sinon plus de socialistes hors les murs que dans le Parti socialiste. Ils doivent désormais se retrouver. Le projet du socialisme joyeux accueille celles et ceux qui s'y reconnaîtront. Il ne se veut pas replié sur une définition limitative mais est évolutif.

Nous avons ardemment défendu la stratégie de l'Union de la gauche et des écologistes

pour le Parti socialiste, stratégie qui est en réalité un retour aux sources pour le socialisme français dont le premier combat a été d'unir les siens. Cette stratégie, si elle a permis de faire front et d'obtenir un nombre plus important de parlementaires de gauche élus en juin 2022, est aujourd'hui décriée alors qu'elle reste la seule voie possible pour permettre l'alternative à gauche. Pourquoi donc cette mise à distance et qu'a-t-il manqué à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale pour être la coalition gagnante en juin 2022 ? Nous pensons que la stratégie et les propositions économiques et sociales, aussi ambitieuses et nombreuses soient-elles, ne pouvaient suffire. Il manquait un liant. C'est la joie et la projection d'une société joyeuse qui doivent porter cette union. C'est l'espoir de transformation et l'horizon de la vie meilleure qui doivent être au cœur du projet. Incarné, porté par un collectif joyeux, le projet commun peut lui aussi trouver un souffle de vie qui donne envie d'y croire pour prospérer. Nous espérons, par la présente contribution, y avoir participé.

La question finale, sans laquelle nos réflexions resteraient vaines, c'est bien de savoir ce qu'il manque aujourd'hui pour faire de cette ambition transformatrice une équation victorieuse dans les urnes et donc dans nos vies. Nous sommes élus et militants engagés. Ces réflexions ne peuvent se limiter à réfléchir à la manière par laquelle une organisation politique

pourrait devenir meilleure. Il faut désormais passer aux actes. L'organisation doit devenir meilleure car elle sera nécessaire pour participer à la reconquête du pouvoir et porter un projet qui la dépasse, qui va au-delà de sa propre existence, le projet de la vie joyeuse.

Annexe
Extrait de *La Condition ouvrière*, de Simone Weil

Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine ! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte.

Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus les doigts, elles ne font plus mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âmes. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine – le rythme qui correspond à la respiration, aux battements de cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain – et non à la cadence imposée par le chronométreur.

Table des matières

Introduction **9**

1. Contre la sinist(rose) du militant socialiste **21**

Mo(ros)ité, j'écris ton nom 21

Les racines de la joie collective pour sortir du bonheur privé 26

« Après la pluie, le temps est beau » 31

2. Le sens de la fête : la politique à mots à peine couverts **35**

Le carnaval et la fête publique : les émotions sous contrôle 36

Les espaces de la fraternisation républicaine par la fête 39

La fête de la rose, un espace militant progressivement institutionnalisé 48

3. Pour que brillent les soleils du socialisme joyeux **55**

Le sens du militantisme contre la reproduction des dominations 55

Bienveillance de l'organisation 58

La joie, ciment des transformations sociales et du temps retrouvé 67

Annexe **75**

Reconnue d'utilité publique dès sa création, la Fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises. Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation. Les partenariats éditoriaux qu'elle engage répondent à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous. Laurent Cohen et Jérémie Peltier sont directeurs des publications de la Fondation Jean-Jaurès.

Achevé d'imprimer en août 2023
sur les presses de l'imprimerie New Print
pour le compte des éditions de l'Aube
331, rue Amédée-Giniès, F-84240 La Tour d'Aigues

Numéro d'édition : 5488
Dépôt légal : août 2023
Numéro d'impression :

Imprimé dans l'Union européenne

Les cortèges, lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, l'ont montré : oui, il est possible d'être joyeux, militant, et sérieux ! C'est à une véritable réhabilitation de la joie comme une force politique fédératrice et positive que nous invite cet essai à quatre mains (militantes).
Contre la sinistrose ambiante, ils nous proposent de nous ressourcer dans la tradition de la fête populaire et des manifestations de la joie en politique, pour penser de nouvelles formes militantes mais également pour retrouver le socialisme comme une force émancipatrice des individus passant aussi par le collectif.

Arthur Delaporte
est député du Calvados.
Sarah Kerrich
est conseillère régionale
des Hauts-de-France.

10 €

9 782815 954877

Fondation Jean Jaurès
l'aube

Conception graphique : Héloïse Jouanard, Format Tygre.